



Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Ile-de-France

Direction Régionale
des Entreprises,
de la Concurrence,
de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi

Dossier
mensuel
de
conjoncture

1^{er} septembre 2010

Présentation

- Ce diaporama vous est adressé le 1^{er} jour ouvrable de chaque mois
- Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques
- Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.
- Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus complètes sur le fonctionnement du marché du travail francilien.
- N'hésitez pas à nous adresser par mail vos remarques sur ce diaporama :

dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- Prochaine édition de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Ile-de-France : 1^{er} octobre 2010

SOMMAIRE

t Synthèse régionale

§ Page 4

t Marché du travail

§ Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois

§ Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département

§ Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe

§ Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge

§ Page 9 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi

§ Page 10 : taux de chômage (INSEE)

t Emploi

§ Page 11 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi

§ Page 12 : évolution récente de l'intérim

§ Page 13 : évolution récente de l'emploi salarié

t Accompagnement des mutations économiques

§ Page 15 : activité partielle

§ Page 16 : procédures de licenciement collectif

§ Page 17 : inscriptions à Pôle emploi après licenciement économique et adhésion CRP/CTP

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En juillet 2010, le nombre d'inscrits à Pôle emploi a reculé (-0,5% en catégorie A, -0,1% en ABC). C'est la première baisse du nombre de demandeurs d'emploi immédiatement disponibles (cat. ABC) depuis août 2008 en Ile-de-France. La tendance observée en France métropolitaine est très proche (respectivement -0,5% et +0,1%).

Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi a diminué sensiblement dans la région. Sur les trois derniers mois l'évolution est identique à celle observée en France métropolitaine. En revanche, le nombre de seniors continue à augmenter à un rythme élevé. Conséquence des fortes hausses enregistrées il y a un an, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée a nettement progressé en juillet (+1,4%).

Au cours des derniers mois, le repli de la demande d'emploi semble se confirmer à Paris et, à un degré moindre, dans les Hauts-de-Seine. La tendance semble un peu moins favorable dans la grande couronne.

EMPLOI

En mai 2010, l'emploi intérimaire a continué à se redresser, atteignant 96 700 emplois quotidiens, en équivalent temps plein. Le BTP a recommencé à faire appel à l'intérim, alors que la fabrication de matériel de transport a marqué le pas. Toutefois, le niveau des offres d'emploi recueillies par Pôle emploi n'augmente plus autant ces derniers mois.

MUTATIONS ECONOMIQUES

En juillet 2010, le volume d'heures d'activité partielle accordées a atteint son plus bas niveau depuis dix-huit mois. Depuis le début de l'année, 20 600 salariés ont été concernés par cette mesure. De même, le nombre d'emplois menacés, lors des procédures de licenciement collectif notifiées à l'administration, a atteint son plus bas niveau depuis dix-huit mois.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2010

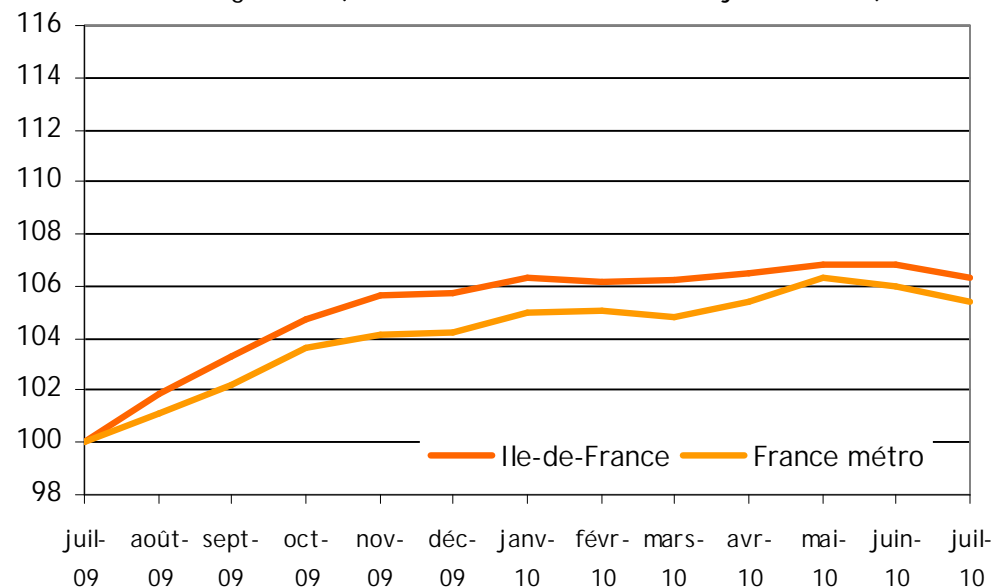
q En juillet 2010, la demande d'emploi francilienne de catégorie A a diminué sensiblement (-0,5%), au même rythme qu'en France métropolitaine. Après la pause enregistrée en juin, c'est le deuxième mois favorable consécutif dans la région.

q Si l'on inclut les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (catégorie ABC), on observe une très légère baisse (-0,1%, soit -720 demandeurs d'emploi), la première depuis août 2008. En France métropolitaine, la demande d'emploi reste orientée à la hausse (+0,1%).

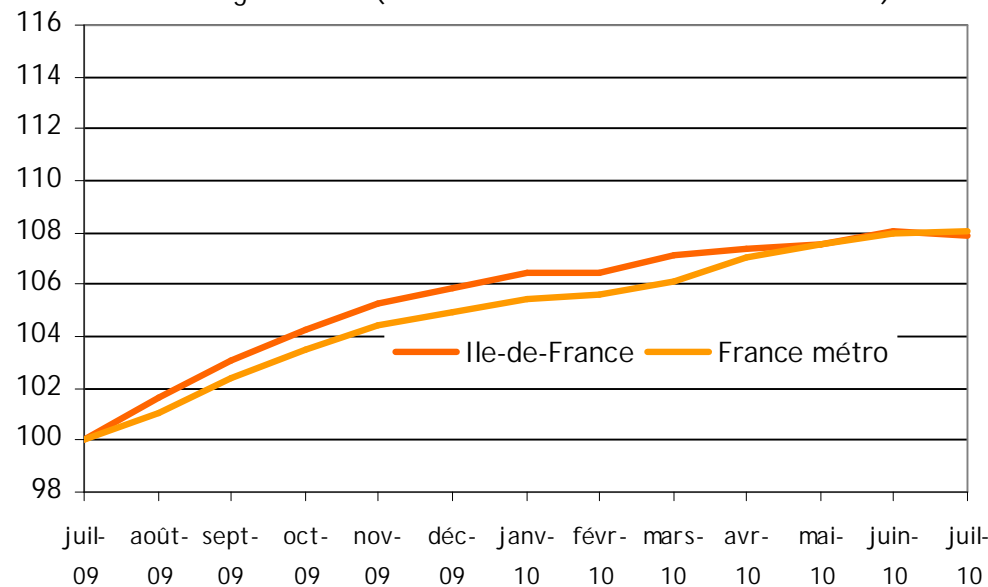
q Le nombre d'inscrits à Pôle emploi reste supérieur à celui observé un an auparavant, mais l'évolution des derniers mois a entraîné un très net ralentissement de la progression annuelle.

Juillet 2010	Ile-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	503 620	2 676 600	-0,5	-0,5	6,3	5,4
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	706 240	3 963 800	-0,1	+0,1	7,9	8,1

Évolution Ile-de-France / France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en juillet 2009)



Évolution Ile-de-France / France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en mai 2009)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / ESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2010

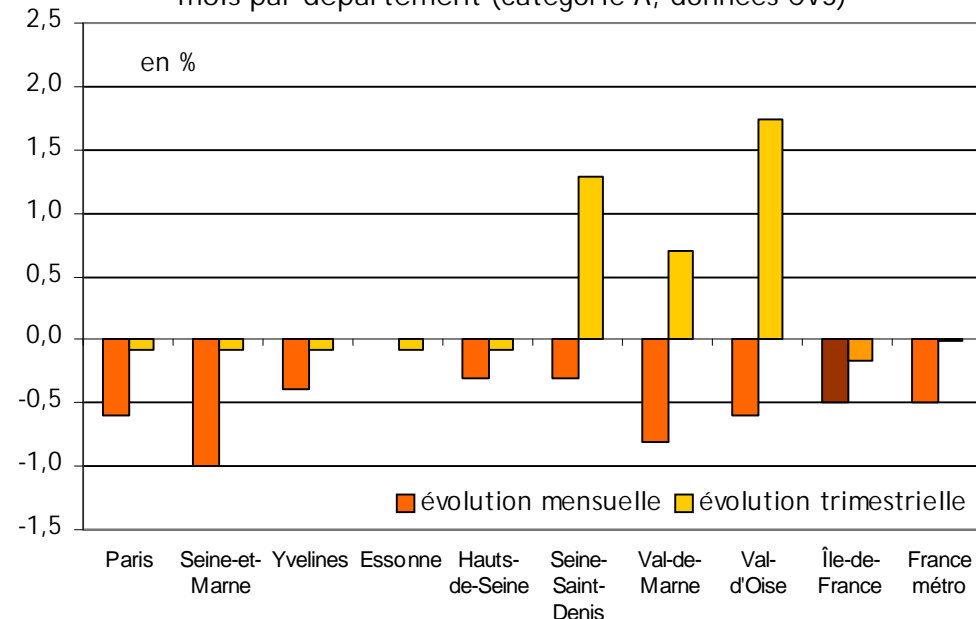
q Par département, la demande d'emploi de catégorie A a diminué en un mois presque partout alors qu'elle a peu évolué si l'on inclut les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite.

q Sur trois mois en revanche, on observe des différences plus marquées entre départements. La hausse reste sensible dans le Val-d'Oise et la Seine-Saint-Denis (cat. A), plus modérée dans le Val-de-Marne, alors que les autres départements ont enregistré un très léger recul.

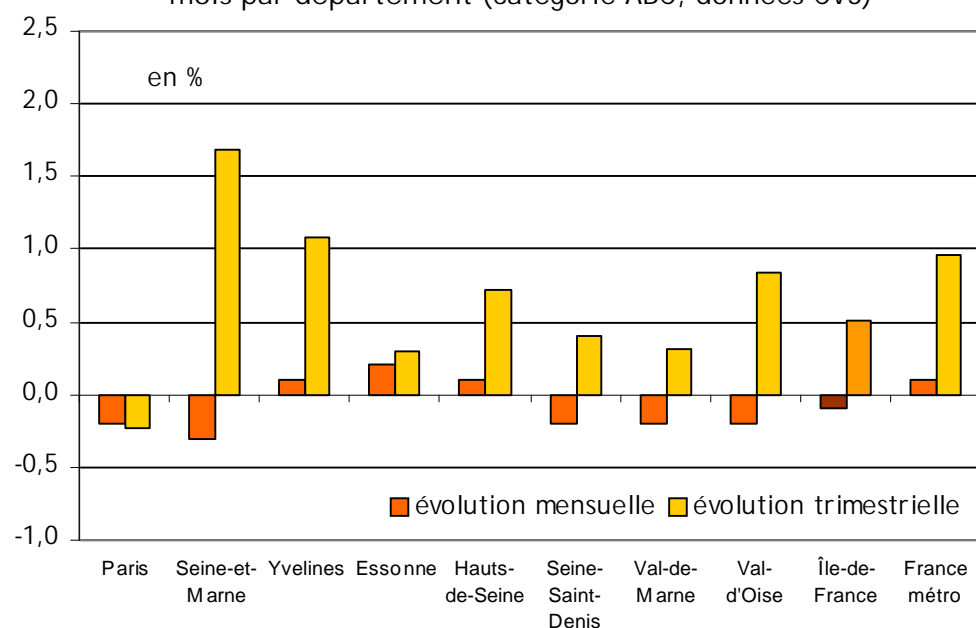
q La demande d'emploi (ABC) a continué à augmenter en Ile-de-France comme en France métropolitaine au cours des trois derniers mois. Les plus fortes hausses sont enregistrées en Seine-et-Marne et dans les Yvelines, où l'activité temporaire semble se développer.

CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	111 650	-0,6	165 770	-0,2
Seine-et-Marne	48 180	-1,0	67 580	-0,3
Yvelines	48 090	-0,4	66 560	0,1
Essonne	42 050	0,0	58 410	0,2
Hauts-de-Seine	62 060	-0,3	85 510	0,1
Seine-Saint-Denis	84 720	-0,3	114 020	-0,2
Val-de-Marne	54 330	-0,8	74 390	-0,2
Val-d'Oise	55 020	-0,6	74 720	-0,2
Île-de-France	506 100	-0,5	706 960	-0,1
France métropolitaine	2 676 600	-0,5	3 963 800	0,1

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



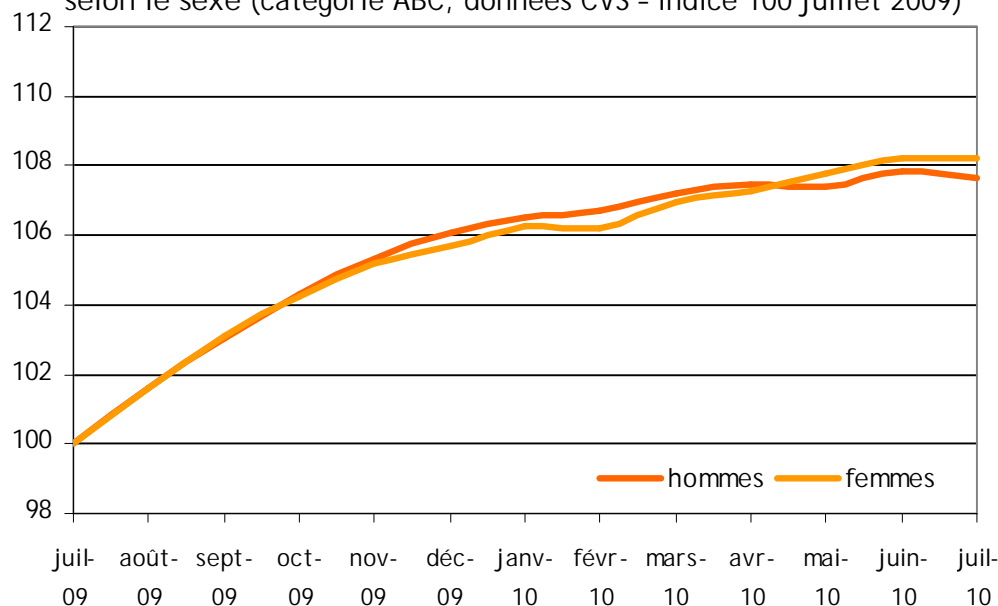
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / ESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2010

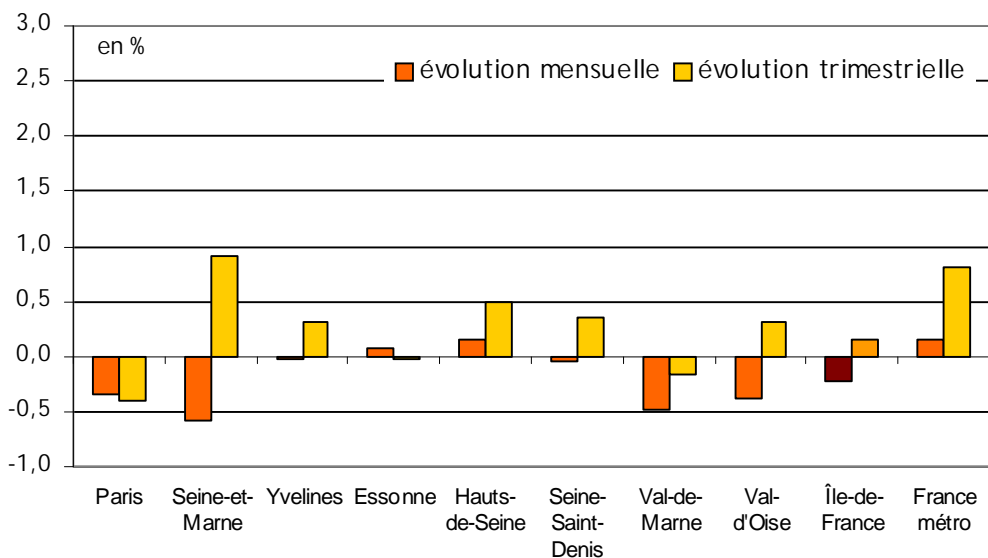
La demande d'emploi selon le sexe

- En un an, la demande d'emploi des hommes et des femmes a évolué quasiment au même rythme.
- La demande d'emploi des femmes a néanmoins progressé davantage au cours des trois derniers mois que celle des hommes en Ile-de-France, alors qu'en France métropolitaine, on n'a pas observé de différence significative.
- La reprise de l'intérim, employant surtout des hommes, a pu jouer positivement en faveur de ces derniers.

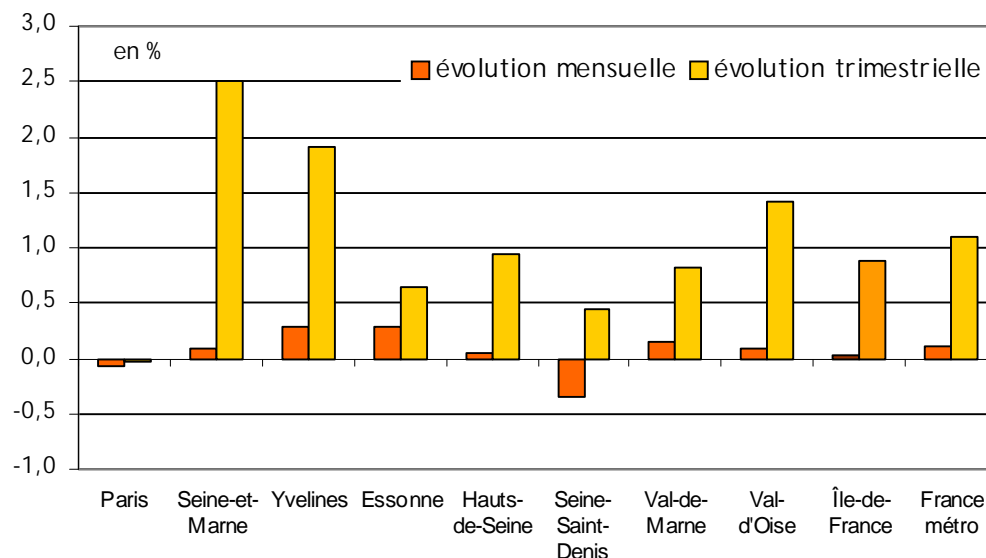
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 juillet 2009)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



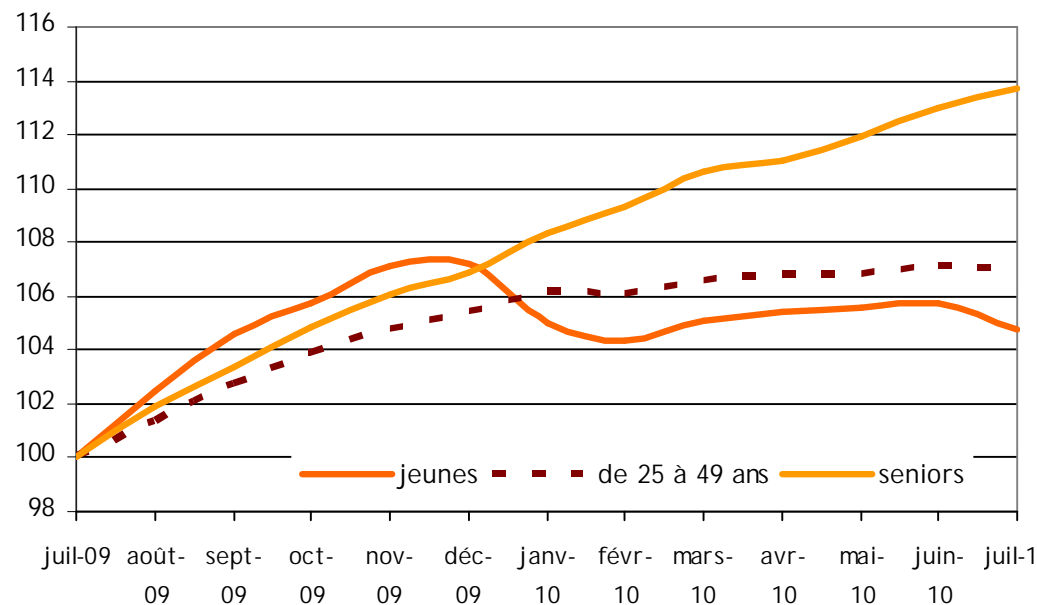
Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2010

La demande d'emploi (catégorie ABC) selon l'âge

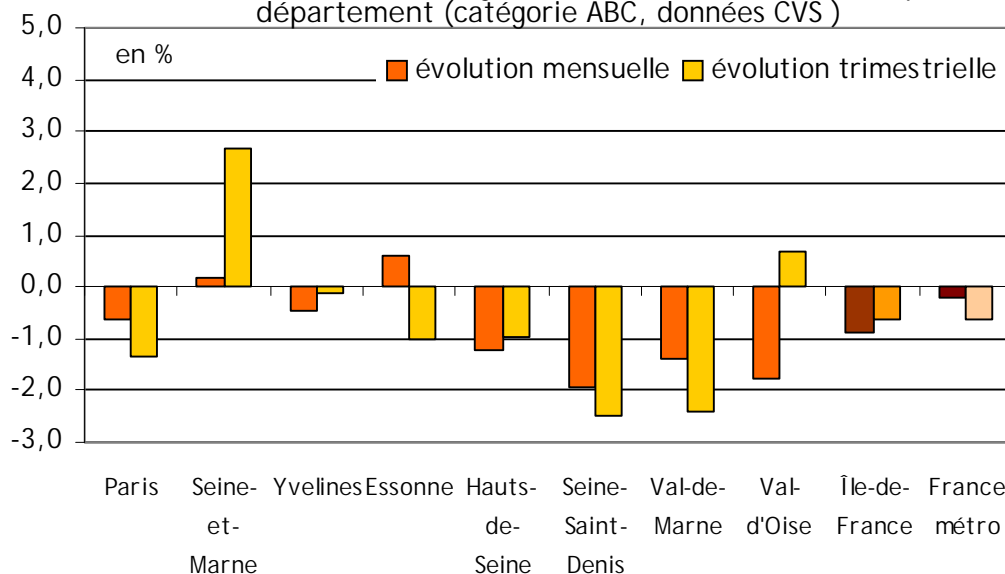
q Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi diminue significativement en juillet (-0,9% en catégorie ABC) après deux mois de quasi stabilité. En revanche, la hausse du nombre d'inscrits âgés de 50 ans et plus reste forte depuis plusieurs mois (+0,7% en juillet), même si elle est inférieure à celle observée en France métropolitaine.

q La croissance annuelle de la demande d'emploi des seniors n'a que faiblement ralenti depuis le début de l'année, alors que la décélération est nette aux autres âges. Cette tendance s'observe dans tous les départements franciliens.

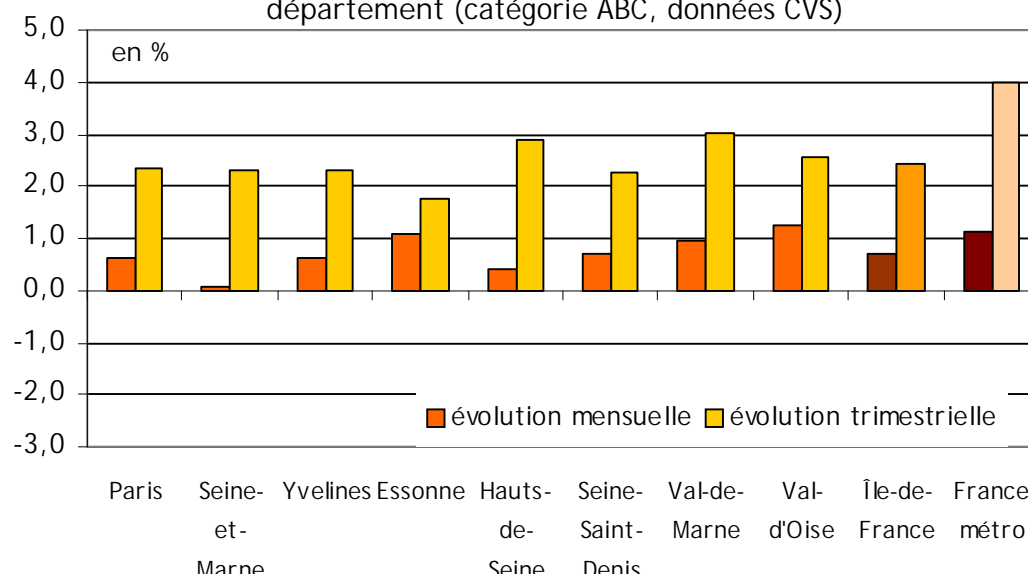
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 juillet 2009)



Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



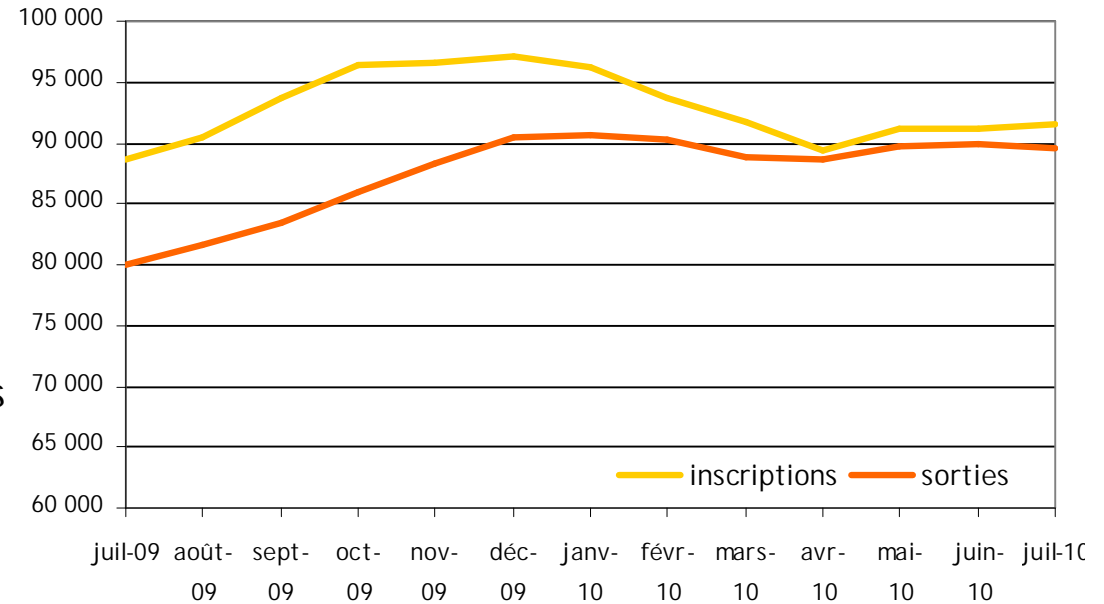
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / ESE

Les entrées et les sorties à la fin du mois de juillet 2010

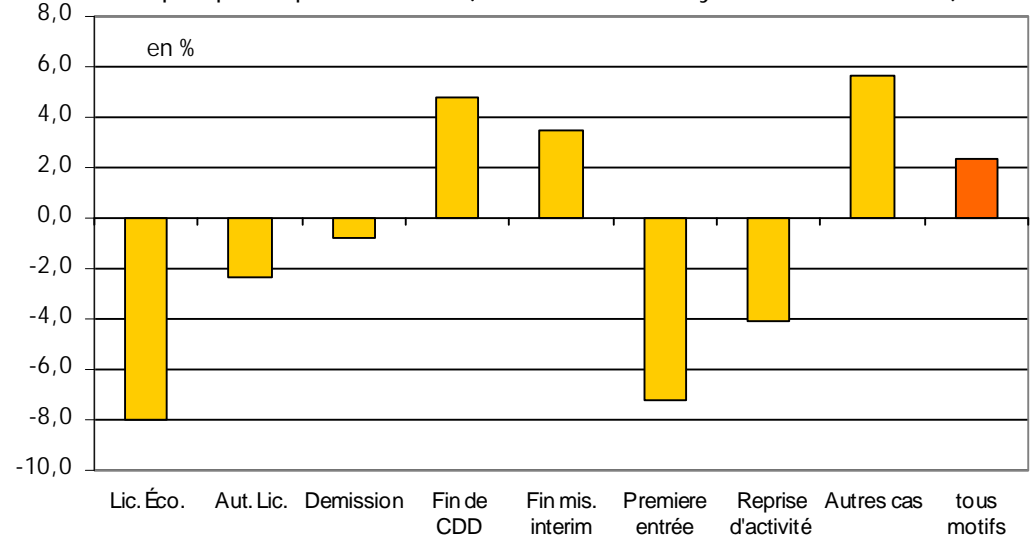
Les entrées et les sorties de Pôle emploi

- Les mouvements sur le marché du travail se maintiennent à un niveau toujours élevé, mais inférieur aux niveaux enregistrés à fin 2009.
- L'analyse des motifs d'entrée est rendue très difficile par l'importance du nombre d'inscriptions dont le motif n'est pas nettement identifié (près de 40% du total). Toutefois, dans cette catégorie « autres cas » sont recensés notamment les ruptures conventionnelles qui représentent maintenant près de 5% des motifs d'inscription à Pôle emploi (juin 2010).
- Les entrées après un licenciement économique sont en recul, sous l'effet de l'amélioration de la conjoncture économique au cours des derniers mois (progression du PIB de +0,6% au 2^{ème} trimestre 2010 selon l'INSEE). Les inscriptions après un licenciement pour un motif non économique sont également en baisse alors qu'elles progressent pour les fins de CDD et de mission d'intérim.
- Les sorties pour reprise d'emploi (identifiées dans les fichiers de Pôle emploi) se redressent nettement, alors que le nombre d'entrées en stage est toujours très bas.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, entre juillet 2009 et juillet 2010 (données CVS, moyenne trimestrielle)



Évolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS, moyenne trimestrielle)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / ESE

Le taux de chômage au 1^{er} trimestre 2010

q Au cours du premier trimestre 2010, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,4 % de la population active, soit le même niveau que celui observé le trimestre précédent (chiffres provisoires, susceptibles d'être révisés).

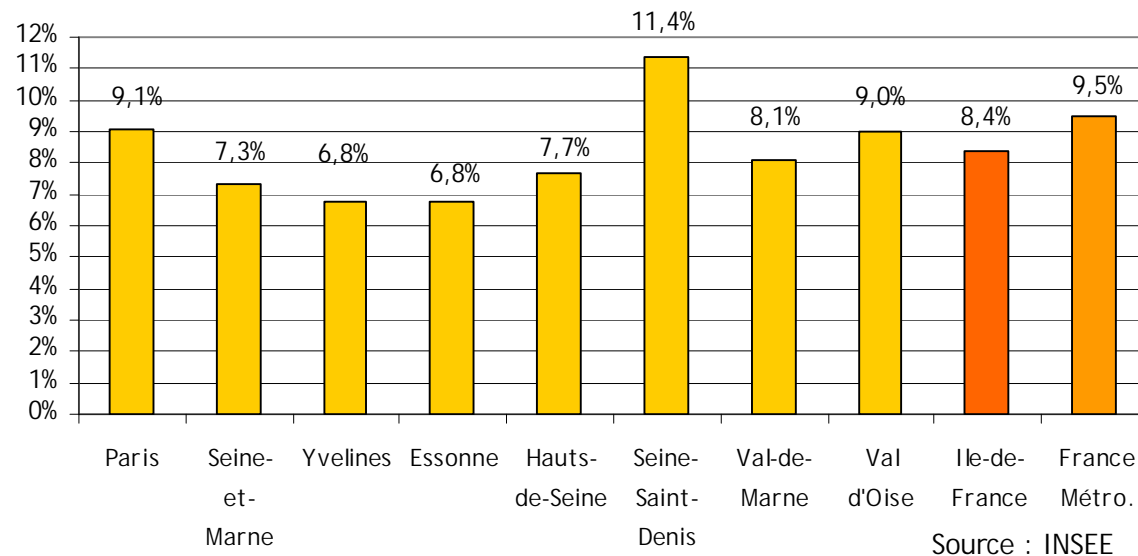
q Le taux de chômage régional s'est stabilisé, comme en France métropolitaine.

q Cinq départements franciliens enregistrent de petites baisses trimestrielles. C'est à Paris qu'elle est la plus forte (-0,2 point).

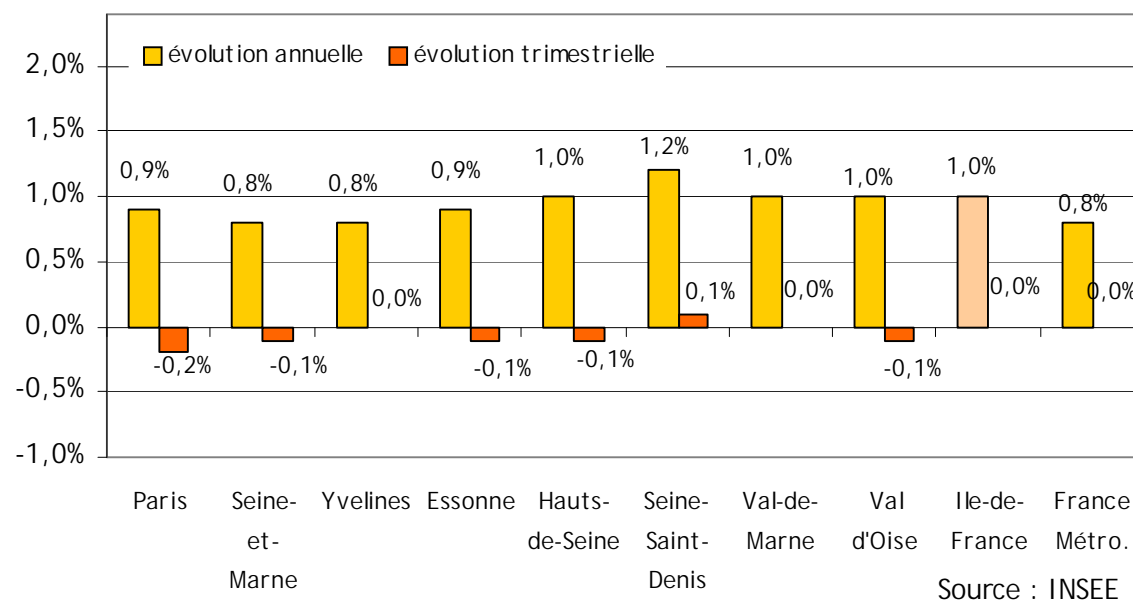
q Une nouvelle augmentation est enregistrée en Seine-Saint-Denis (+0,1 point en un trimestre), département où la hausse annuelle a été la plus forte (+1,2 point).

q En rythme annuel, les hausses sont égales ou supérieures à la hausse nationale (+0,8 point) dans tous les départements franciliens.

Taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2010



Évolution du taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2010



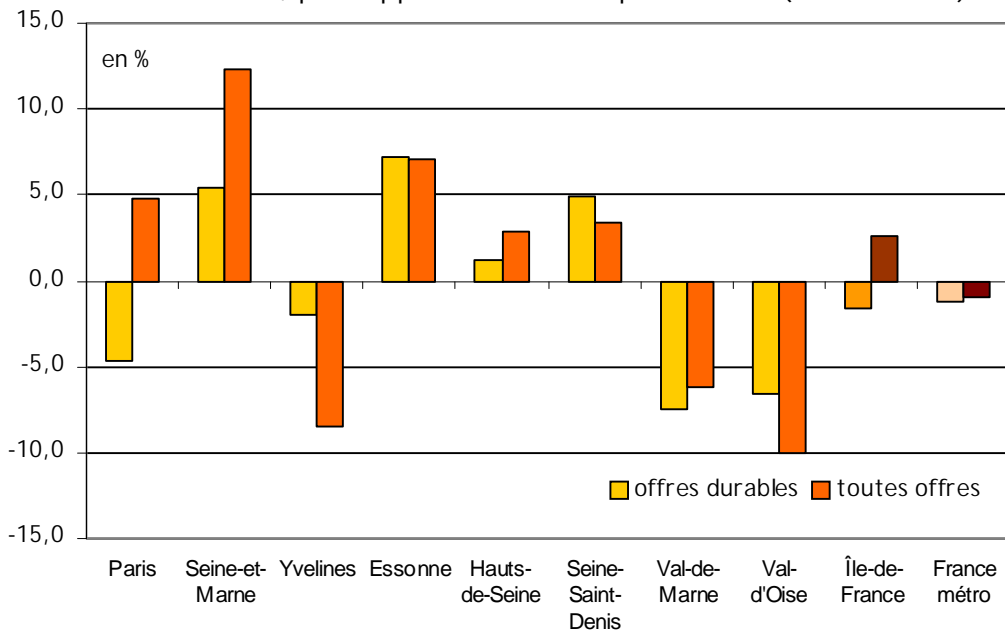
Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin juillet 2010

q Le nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi continue à augmenter en Ile-de-France, mais à un rythme maintenant très lent. En France métropolitaine on observe une très légère baisse de la collecte en ce milieu d'année.

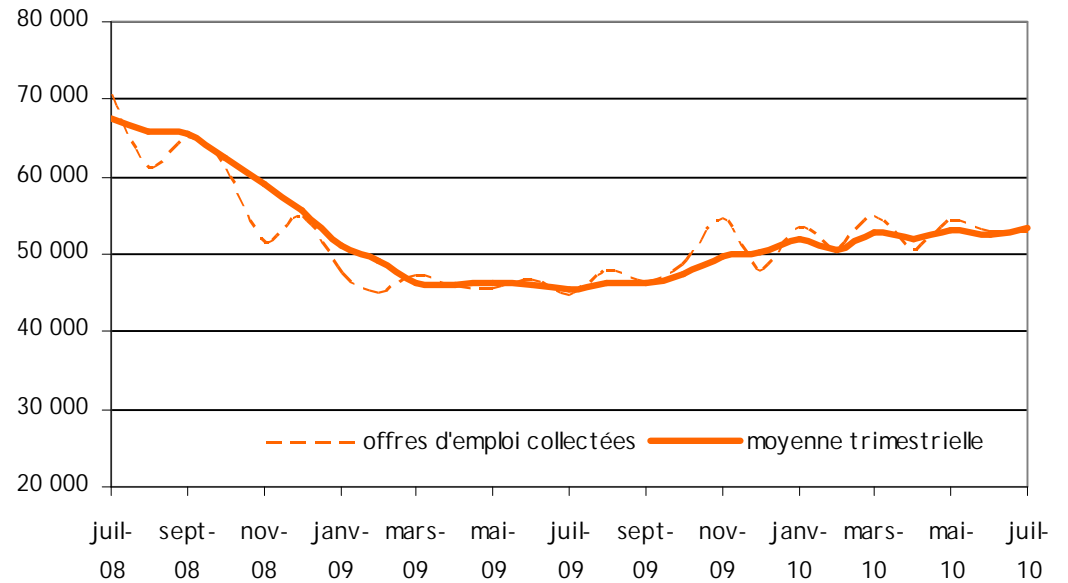
q Le nombre d'offres durables collectées a un peu reculé dans la région comme dans le reste du pays.

q L'offre d'emplois est toujours très inférieure à celle observée avant le début de la crise (d'environ 25%).

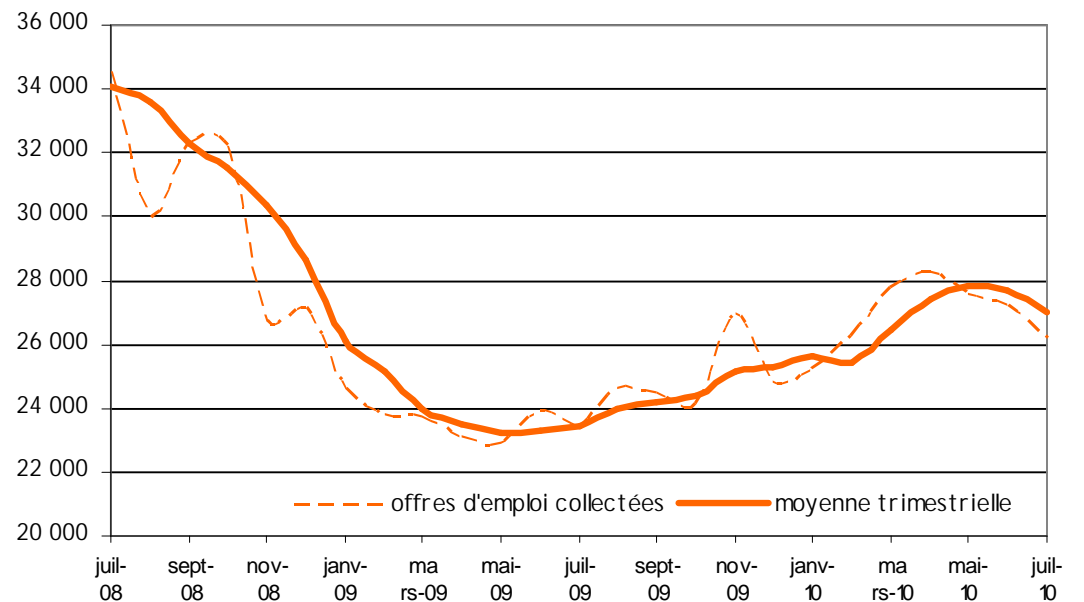
Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis juillet 2008 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durable confiées à Pôle emploi depuis juillet 2008 (données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / ESE

L'intérim à fin mai 2010

Plus de 272 000 contrats d'intérim ont été signés en Ile-de-France au mois de mai 2010, ce qui représente en moyenne journalière 96 700 emplois en équivalent temps plein (EETP, données brutes).

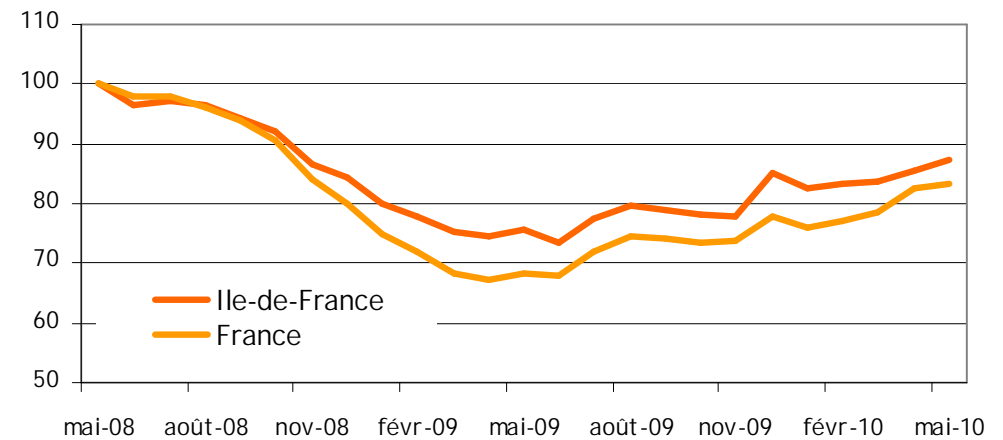
Le nombre mensuel de contrats conclus et le nombre d'intérimaires en EETP progressent (resp. +2,2 % et +2,4 %) par rapport à avril 2010 (données CVS). Sur les trois derniers mois, la hausse est sensiblement identique : +2,3% pour le nombre d'EETP par rapport aux trois mois précédents.

Les industries agro-alimentaires et la métallurgie augmentent leur recours à l'intérim (resp. +10,2% et +11,7% ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents). A contrario, la fabrication de matériels de transport (automobile, aéronautique...) semble marquer le pas, après les fortes hausses du début de l'année 2010 : -7,1%, en données CVS.

Pour la première fois depuis 2010, l'activité intérimaire dans le BTP, premier secteur utilisateur de l'intérim, progresse : le nombre d'EETP augmente de +6,8% ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents (données CVS).

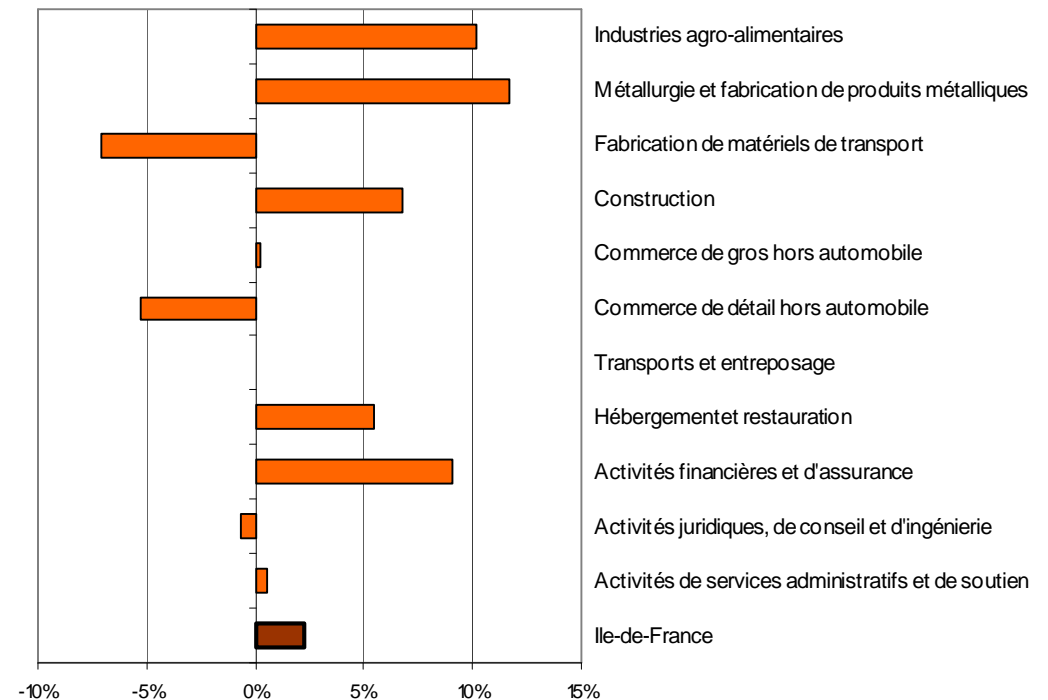
Le commerce de détail se replie (-5,3%), l'hébergement et la restauration ainsi que les activités financières continuent de progresser, alors que les autres secteurs du tertiaire se stabilisent.

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à mai 2008)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-ESE

Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / ESE

L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2010

q La dégradation de l'emploi salarié francilien a marqué une pause au 1^{er} trimestre 2010. Celle-ci s'observe également à l'échelle nationale.

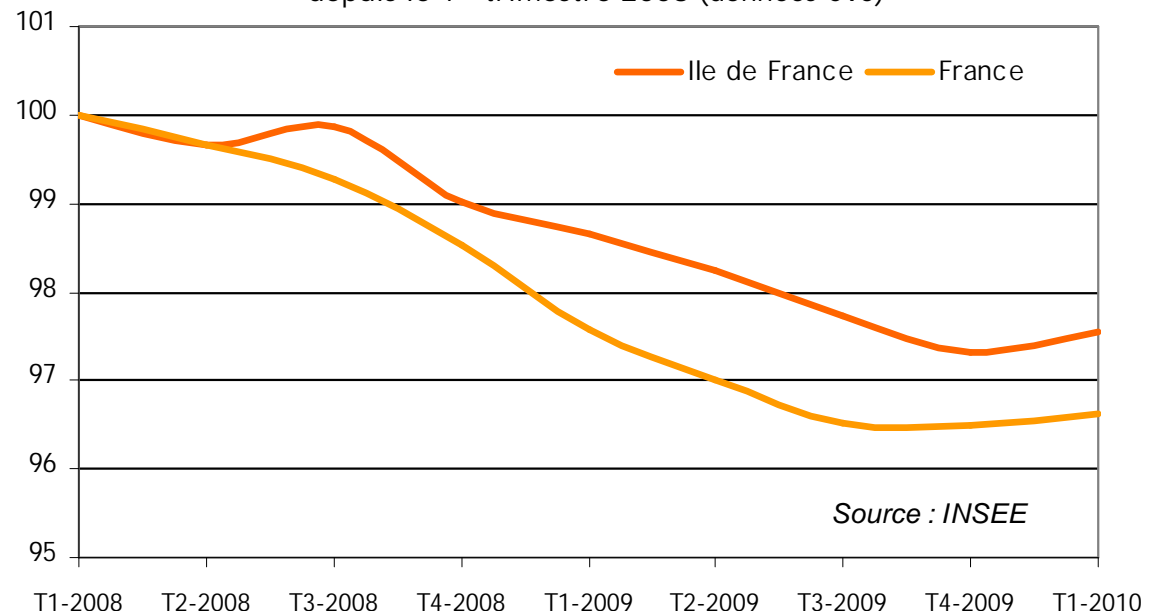
q Selon les estimations provisoires de l'INSEE, l'emploi salarié privé francilien des secteurs marchands enregistre en effet une hausse trimestrielle de +0,2 % (soit +9 600 emplois).

q Sur un champ incluant les activités non marchandes, l'URSSAF estime la croissance trimestrielle de l'emploi salarié francilien à +0,3%.

q Le repli annuel de l'emploi salarié reste néanmoins très important (-46 500 dans le secteur marchand selon l'INSEE).

q Selon l'INSEE, le Val-d'Oise et les Yvelines ont été les plus touchés par la baisse de l'emploi salarié. Seule la Seine-Saint-Denis, n'a pas connu de dégradation de l'emploi sur un an (+0,0%).

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 1er trimestre 2010	Evolution trimestrielle (par rapport au 4 ^{ème} trimestre 2009)		Evolution annuelle (par rapport au 1er trimestre 2009)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 298 900	5 200	0,4%	-13 400	-1,0%
Seine-et-Marne	300 100	-400	-0,1%	-1 200	-0,4%
Yvelines	378 900	400	0,1%	-8 700	-2,2%
Essonne	303 400	3 300	1,1%	-1 900	-0,6%
Hauts-de-Seine	802 600	-3 600	-0,4%	-12 100	-1,5%
Seine-Saint-Denis	380 000	1 800	0,5%	100	0,0%
Val-de-Marne	343 300	2 600	0,8%	-3 700	-1,1%
Val-d'Oise	275 400	200	0,1%	-5 600	-2,0%
Ile-de-France	4 082 600	9 600	0,2%	-46 500	-1,1%
France métropolitaine	15 874 900	23 900	0,2%	-154 700	-1,0%

L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2010

q L'emploi salarié francilien des secteurs marchands a augmenté au 1^{er} trimestre dans la construction, le commerce et les services, principalement marchands, alors qu'il a de nouveau reculé dans l'industrie.

q Néanmoins, sur un an, il reste orienté à la baisse.

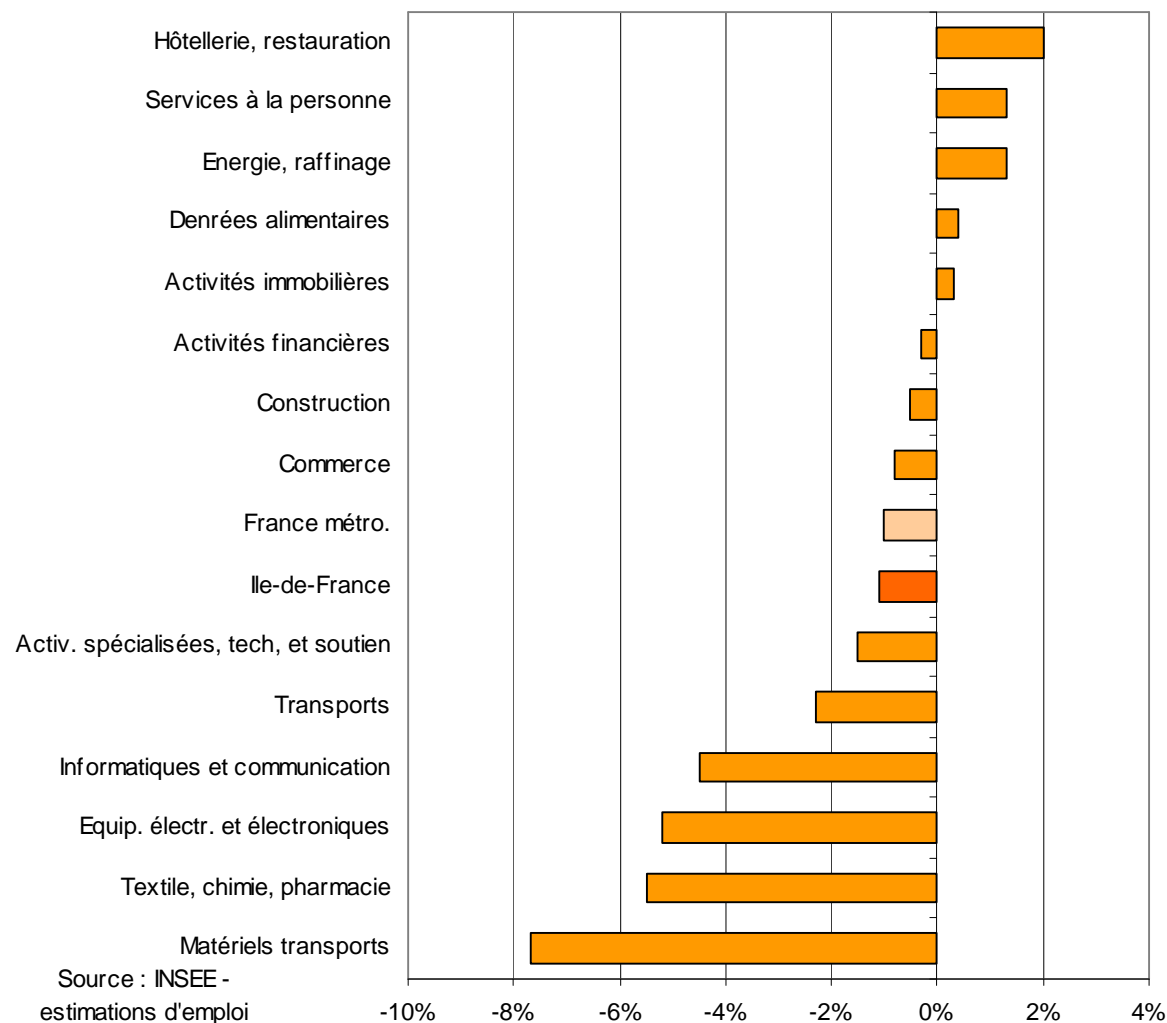
q L'industrie continue à détruire des emplois à un rythme élevé : -4,1% en un an, soit plus de 20 000 suppressions de postes.

q Dans la construction, la nette reprise observée début 2010 n'a pas effacé le recul des trimestres précédents.

q Les pertes annuelles d'emploi du secteur tertiaire se sont réduites, même si elles restent importantes dans le commerce, l'informatique, les transports et les activités spécialisées et de soutien (incluant l'intérim, le nettoyage, la sécurité et les centres d'appels).

q L'hôtellerie/restauration et les services à la personne ont continué à créer des emplois : respectivement +2,0% et +1,3% en un an.

Évolution de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 1^{er} trimestre 2009 et le 1^{er} trimestre 2010, dans les principaux secteurs d'activité (données CVS)



L'activité partielle en juillet 2010

q en juillet, 75 demandes de recours à l'activité partielle ont été autorisées au titre de la conjoncture. Elles correspondent à 220 948 heures.

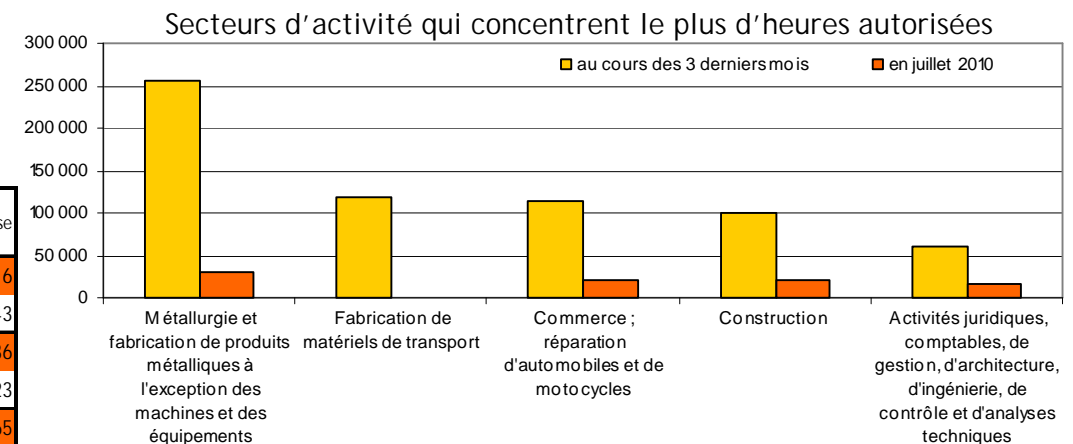
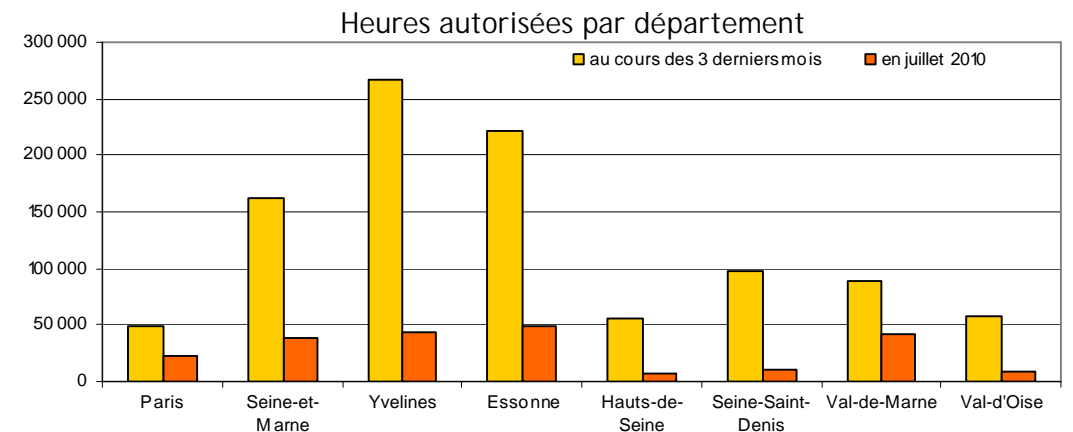
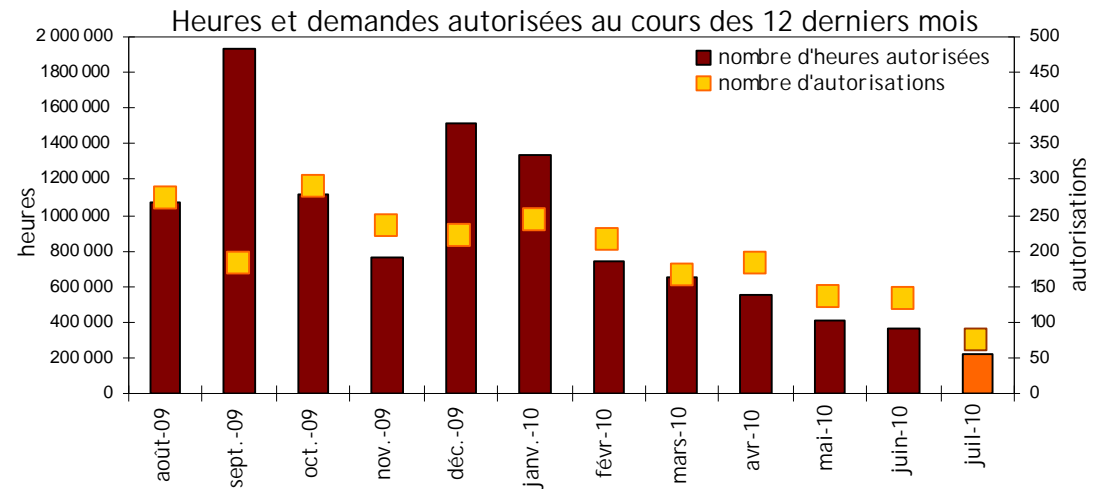
q après 7 mois consécutifs de baisse, il s'agit du plus bas niveau observé depuis 18 mois (l'activité partielle est, logiquement, peu utilisée en période estivale).

q plus de 60% des heures autorisées en juillet concernent la grande couronne francilienne, une proportion similaire aux mois précédents.

q à fin juillet, le nombre de salariés concernés par l'activité partielle depuis le début de l'année 2010 est de 20 635 (parmi eux, 45% sont ouvriers).

q depuis janvier dernier, cette mesure a ainsi concerné 0,5% des salariés en Ile-de-France (3% dans l'industrie ; jusqu'à 14% dans la métallurgie).

q en juillet comme les mois précédents, l'industrie concentre la majorité des heures autorisées et le tertiaire, à l'exception du commerce de gros et de l'ingénierie/analyse technique, a peu sollicité ce dispositif.

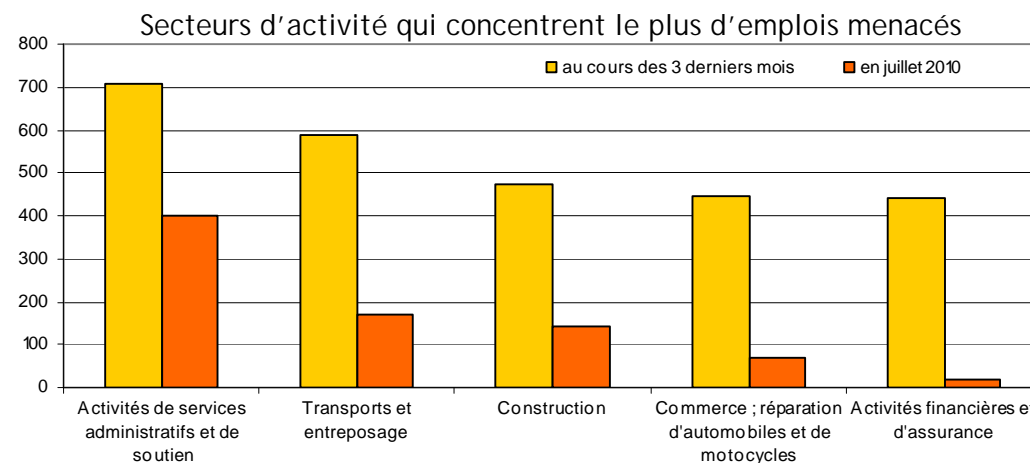
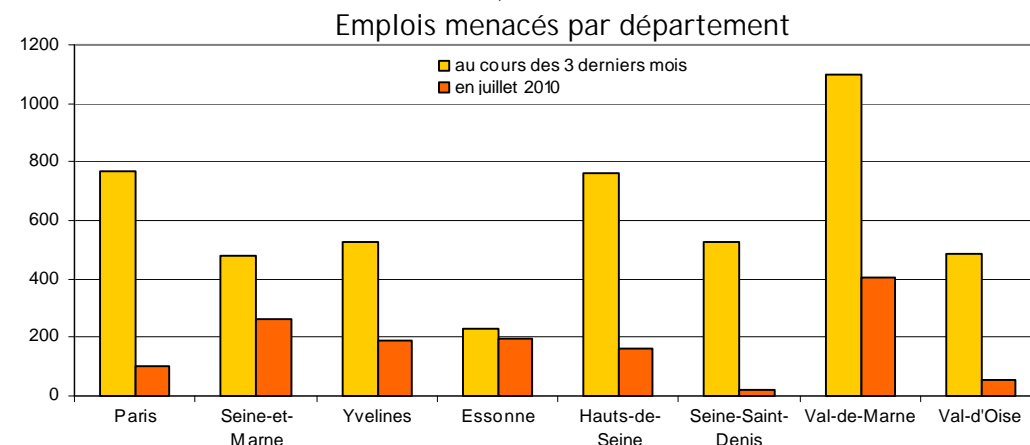
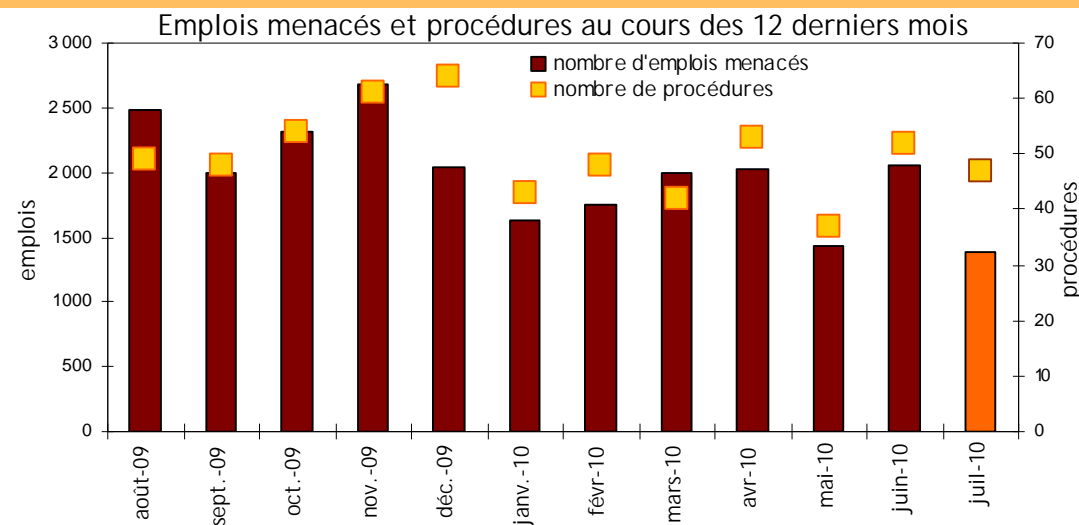


Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en juillet 2010	75	15	16	3	16	6	7	6	6
cumul 2010	1 150	134	244	120	168	95	153	93	143
Heures associées en juillet 2010	220 948	23 048	38 328	43 113	49 394	7 463	10 037	41 029	8 536
cumul 2010	4 281 506	274 534	739 100	1 269 427	562 962	476 733	310 006	289 721	359 023
Salariés concernés en juillet 2010	1 127	129	188	149	308	75	50	163	65
cumul 2010	20 635	1 630	3 280	6 385	2 740	1 480	1 440	1 380	2 300

Les procédures de licenciement collectif en juillet 2010

- 47 procédures de licenciement d'au moins 10 salariés ont été notifiées en juillet.
- elles menacent 1 390 emplois franciliens, soit le plus bas niveau observé depuis 18 mois.
- alors qu'elle diminuait depuis plusieurs mois, la part des emplois concernés par une liquidation judiciaire est néanmoins très élevée en juillet : 48% (contre 29%, en moyenne, de janvier à juillet 2010).
- en juillet, comme le mois précédent, la mise en liquidation judiciaire est en effet à l'origine d'une ouverture de procédure sur deux.
- seules 2 procédures notifiées en juillet menacent plus de 150 emplois : 151 en Seine-et-Marne (imprimerie) et 164 dans le Val-de-Marne (sécurité)
- après les Yvelines, le Val-de-Marne devient ainsi le département le plus touché par les licenciements collectifs annoncés de janvier à juillet 2010.
- en juillet, les activités qui concentrent le plus d'emploi menacés sont identiques à celles des mois précédents.

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en juillet 2010	47	7	8	6	10	5	1	8	2
cumul 2010	322	58	38	43	29	70	31	31	22
Salariés concernés en juillet 2010	1 390	102	266	191	194	164	17	405	51
cumul 2010	12 275	2 205	1 105	1 920	1 245	2 445	965	1 585	805

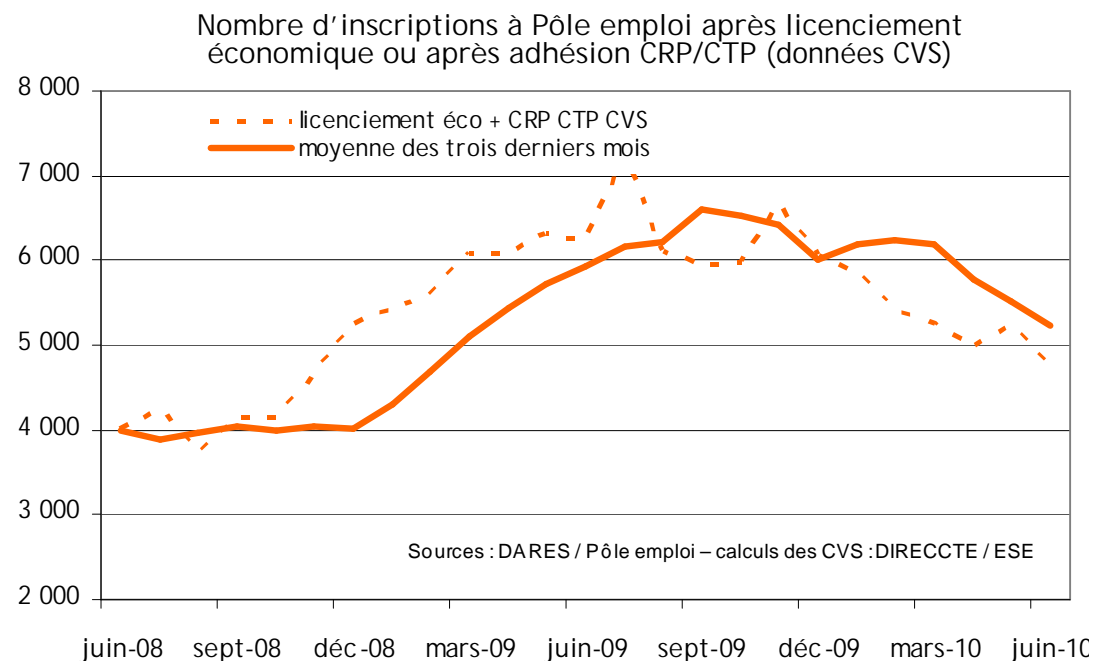


Les inscriptions à Pôle emploi après un licenciement économique ou après une adhésion CRP/CTP, à fin juin 2010

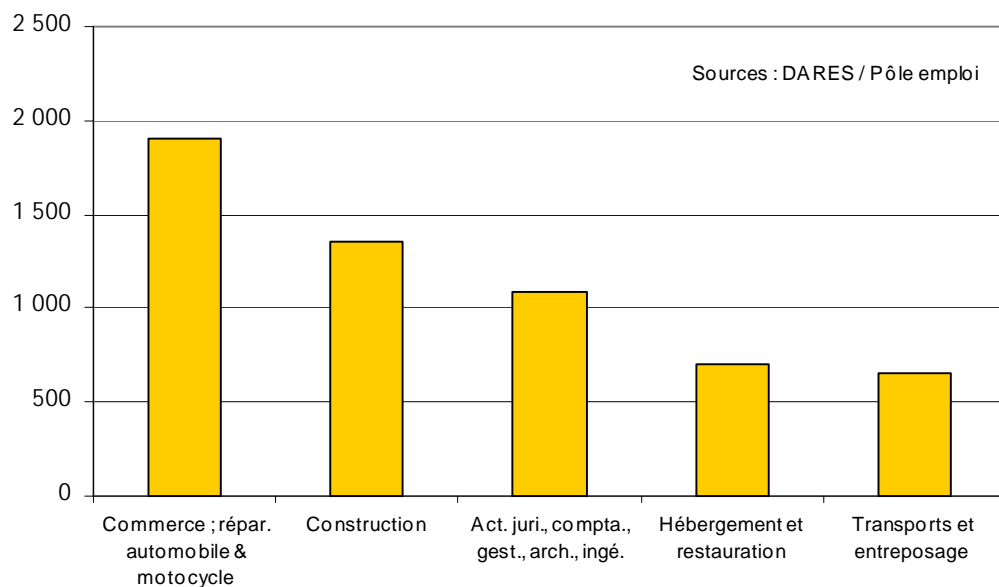
q Environ 4 750 personnes se sont inscrites à Pôle emploi en juin 2010 à la suite d'un licenciement économique ou d'une adhésion à une CRP ou au CTP (données CVS).

q Ce nombre est en diminution significative par rapport aux mois précédents.

q Les inscriptions des trois derniers mois ont baissé dans la plupart des secteurs par rapport au 2^{ème} trimestre 2009, notamment dans le commerce de détail et la construction. Quelques secteurs font exception : la métallurgie et les services administratifs et de soutien.



Principaux secteurs d'activité antérieurs des inscriptions à Pôle emploi d'avril 2010 à juin 2010 suite à licenciement économique ou adhésion CRP/CTP (données brutes)



Évolution du nombre d'inscriptions à Pôle emploi après licenciement économique ou adhésion CRP/CTP, au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mêmes mois de l'année précédente (données brutes)

